



Denis Scuto

L'histoire du temps présent

Avec le bonjour de René Schneider

Connaissez-vous Ariel Dorfman? Il s'agit d'un écrivain chilien-américain, professeur de littérature et d'études latino-américaines à la Duke University en Caroline du Nord. Né en 1942 à Buenos Aires dans une famille russe juive, il passe sa jeunesse à Santiago de Chile, où il devient professeur d'université et conseiller culturel du président Salvador Allende. Après le coup d'Etat du général Pinochet, il réussit à s'enfuir en France, puis trouve refuge aux Pays-Bas et aux Etats-Unis. Sa pièce de théâtre la plus connue, „La Jeune Fille et la Mort“, traite des traumatismes subis par les victimes des tortures au Chili sous Augusto Pinochet. En 1994, la pièce fut adaptée au cinéma par Roman Polanski, avec Sigourney Weaver et Ben Kingsley dans les rôles principaux.

La semaine dernière, le *New York Times* a publié un article de Dorfman, dans lequel il commente les cyberattaques russes destinées à influencer l'élection présidentielle américaine de novembre 2016, dans le but notamment d'aider Donald Trump à être élu. L'article est intitulé: „Now, America, You Know How Chilean Felt“. („Maintenant, Amérique, tu sais ce que les Chiliens ont ressenti“).

Les cyberattaques des services secrets russes ont fait ressurgir chez Dorfman le souvenir du matin du 22 octobre 1970 et de ce que son épouse et lui ont entendu à la radio: le commandant en chef de l'armée, le général au nom qui sonne luxembourgeois, René Schneider, venait d'être attaqué en pleine rue par un commando et blessé grièvement par balle. Il succomba quelques jours plus tard à ses blessures. Dorfman et son épouse surent immédiatement qui se cachait derrière cet attentat, même si les preuves n'étaient pas, contrairement à

notre époque de *Wikileaks*, révélées dans la foulée. C'est seulement en 1975-1976, après le scandale du *Watergate*, qu'un rapport du Sénat américain, rédigé par le *Church Committee* bipartisan (démocrate-républicain), du nom de son président, le sénateur démocrate Frank Church, dévoile les dessous. L'opération avait été orchestrée et financée par la CIA, sur ordre du président Richard Nixon et de son secrétaire d'Etat Henry Kissinger.

Now, America, You Know How Chilean Felt

L'objectif était d'empêcher à tout prix l'élection du candidat socialiste du Front populaire, Salvador Allende, qui avait recueilli 36,6% des voix dans les élections libres du 4 septembre 1970, devançant de peu le candidat de la droite. Comme aucun des deux candidats n'avait la majorité absolue, il appartenait au Congrès chilien de trancher en 50 jours. Les 10 millions de dollars de la CIA devaient servir d'une part à financer des mesures comme l'achat de voix des députés du Congrès et d'autre part à neutraliser le général Schneider, loyal par rapport à la Constitution et opposé à tout putsch militaire. Le général fut éliminé, mais la tentative échoua: le 24 octobre 1970, Allende fut élu président du Chili, avec les voix même de ses opposants du parti chrétien-démocrate. Mais les tentatives de déstabilisation politique et économique continuèrent contre le gouvernement du Front populaire qui avait décidé d'exproprier les grands propriétaires terriens, de nationaliser les banques et les entreprises étrangères comme ITT. Des millions de fonds CIA ont été versés au nom de la peur d'un „deuxième Cuba“ pour manipuler la presse et dresser l'opinion publique contre le gouvernement Allende. Cette campagne

prépara le putsch du général Pinochet du 11 septembre 1973 et son régime dictatorial qui dura jusqu'en 1990. Ce fut une des dictatures militaires les plus sanglantes de l'histoire de l'Amérique latine. Les chiffres gouvernementaux officiels (2011) font état de plus de 3.000 personnes assassinées et 37.000 victimes de tortures qui ont survécu.

Les quatorze volumes du *Church Committee* de 1976 ont non seulement dévoilé le rôle de la CIA dans l'assassinat de René Schneider. Sur base de ce rapport, la famille de René Schneider a d'ailleurs déposé une plainte civile en 2001 contre Henry Kissinger et Richard Helms, le directeur de la CIA de l'époque devant la Cour fédérale du district de Columbia. La plainte comptait sept chefs d'accusation: exécution sommaire, torture, traitement cruel, dégradant ou inhumain, détention arbitraire, assassinat, coups et blessures et infliction intentionnelle de détresse émotionnelle. La plainte échoua en 2004, la Cour considérant notamment que Kissinger était immunisé d'après le *Westfall Act* (immunisation de torts de fonctionnaires fédéraux commis dans l'exercice de fonctions officielles) – Helms est mort en 2002.

Le *Church Committee* a également mis en lumière les multiples tentatives de tuer ou faire tuer Fidel Castro, l'implication dans l'assassinat du premier chef de gouvernement démocratiquement élu du Congo (Zaire), Parthe Lumumba, en 1961, du dictateur Rafael Trujillo de la République dominicaine la même année, du président de la République du Vietnam, Ngo Dinh Diem, en 1963, tous les deux tombés en disgrâce chez l'allié américain.

Les rapports du *Church Committee*, les *Pentagon Papers* et bien d'autres publications ont révélé toute l'envergure des interventions illégales américaines dans le cadre de la Guerre froide, notamment par le biais de la CIA.

Juste deux exemples: en 1953, la CIA organisa, sur ordre des gouvernements américains et britannique, une opération de guérilla et un coup d'Etat militaire pour renverser le gouvernement Mossadegh qui avait osé nationaliser les compagnies pétrolières de l'Anglo-Iranian Oil Company. Le chah, Mohammad Reza Pahlavi, est installé comme monarque absolu. (Une petite parenthèse: si vous visitez aujourd'hui un des sites les plus symboliques de la Guerre froide, le Checkpoint Charlie à Berlin, vous pourrez y admirer l'œuvre d'art d'un réfugié iranien arrivé comme bébé en 1955 en RDA: le Mauer-Panorama de Yadegar Asisi. Il est le fils d'un des vingt officiers communistes exécutés après le coup d'Etat contre Mossadegh en octobre 1954 sur ordre du chah.)

Dans son discours au monde islamique de 2009 au Caire, Barack Obama a déploré les interventions américaines illégales au Proche et Moyen-Orient. Dans son discours à La Havane, le 22 mars 2016, Obama a déclaré être venu pour enterrer la guerre froide dans les Amériques. Il a parlé de différences, mais n'est pas revenu ici sur les interventions de ses prédécesseurs au Chili, à Cuba, en République dominicaine que nous avons relevées. Il aurait pu aussi mentionner le Guatemala, où la CIA, encouragée par le succès de ses activités en Iran, a entraîné des troupes pour renverser le gouvernement librement élu de Jacobo Arbenz. Le gouvernement Arbenz avait osé exproprier les 95.000 hectares du grand producteur bananier américain, United Fruit Company.

Quelle ironie de l'histoire

Quelle ironie de l'histoire, écrit Dorfman, de voir les responsables de la CIA, cette organisation complètement irrespectueuse de l'indépendance des autres Etats, s'indigner aujourd'hui qu'une puissance étrangère, dans ce cas la Russie de Poutine, avec sa politique néo-impériale actuelle, utilise les mêmes procédés que les Américains depuis des décennies pour influencer et manipuler des élections libres et démocratiques. Pourtant, nous ne nous en réjouissons pas, car les interventions illégales de Poutine dans le cadre de sa stratégie de confrontation avec les Américains sont tout aussi condamnables que les interventions illégales de la CIA au Chili ou dans d'autres pays du monde. Donald Trump – qui envisage de nommer à la tête de la diplomatie américaine un magnat du pétrole qui fait des affaires avec la Russie ... – nie ces attaques en présentant le tout comme des théories de complot. Ces tentatives rappellent les mêmes procédés qu'au Chili en 1970 et

ailleurs, où les interventions illégales étaient à chaque fois déniées et ceux qui les révélaient étaient diffamés ou ridiculisés.

Voilà pourquoi toute la lumière doit être faite dans cette affaire. En espérant que l'enquête mise en route par Obama ne soit pas stoppée par son successeur.

Voilà pourquoi tous ceux qui enquêtent sur les abus de pouvoir doivent être soutenus. En 2014, seize anciens collaborateurs du *Church Committee* ont appelé, dans le cadre de l'affaire des révélations sur la surveillance mondiale de l'Agence nationale de la sécurité américaine (NSA) par son ex-consultant Edward Snowden, à créer une nouvelle commission d'enquête. A notre époque, où la menace terroriste est de plus en plus instrumentalisée pour enfreindre nos libertés, ils exigeaient que les services secrets américains et les lois censées les encadrer soient réexaminés et réévalués.

Dans une lettre ouverte de 2011, Ariel Dorfman avait déjà plaidé avec 200 autres personnalités connues du journalisme, du monde de l'édition et du cinéma, dont Michael Moore, Salman Rushdie, Oliver Stone, Susan Sarandon, pour le droit de *WikiLeaks* de rendre publics des documents secrets. En réaction aux appels de certains responsables politiques américains de persécuter, voire même de faire exécuter Julian Assange. La pétition commence avec cette phrase: „We believe that free societies everywhere are best served by journalism that holds governments and corporations into account.“ („Nous sommes convaincus que les sociétés libres sont partout le mieux servies par un journalisme qui demande des comptes aux gouvernements et aux sociétés.“) Le droit de publier ces documents est directement lié au droit citoyen à l'information. Et, pour les signataires, une démocratie n'a jamais souffert de trop de savoir et de compréhension des faits.

Dans le cadre du procès actuel de *LuxLeaks*, cette pétition et l'article de Dorfman nous rappellent au Luxembourg que le monde politique et la justice, dans un Etat libre et démocratique, devraient protéger les lanceurs d'alerte, les *Whistleblower*, ceux qui divulguent au grand public des informations, même secrètes, sur des violations des droits de l'homme, de la démocratie, de l'indépendance des Etats et des personnes ou encore des lois et de la justice fiscales, au lieu de protéger les gouvernements, administrations et entreprises qui sont responsables de ces délits et de ces crimes.



Photo: Archives Editpress

radio 1007

Lauscht och dem Denis Scuto sai Feuilleton op Radio 100,7, all Donneschdeg um 9.40 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op www.100komma7.lu.